

*Les défaillances en France :
suivi mensuel, difficultés statistiques et
impact économique.*

7^{ème} journée d'études
sur les faillites

Université Paris Ouest – Nanterre

Jean-Luc CAYSSIALS
Cécile GOLFIER
Ludovic KENDAOUI

Banque de France
Observatoire des entreprises

● La défaillance d'entreprises

- Qu'est-ce qu'une défaillance ?
- Le dénombrement à la Banque de France
- Les difficultés sur l'historique (droit à l'oubli, révision des données)
- Du dénombrement à un taux de défaillance
- Les études de la DE (scores, taux de défaillance)

● Difficultés statistiques

- Age des entreprises défaillantes
- Taille des entreprises défaillantes

● Impact économique des défaillances

Un jugement de défaillance est prononcé au niveau d'une « unité légale »

d'après la loi LME du 4 août 2008

(Loi de modernisation de l'Économie)

Une **entreprise** est la plus petite combinaison d'**unités légales** qui constitue une entité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes

1. La défaillance d'entreprises

- La Banque de France dispose de tous les événements judiciaires concernant les entreprises en France
- La défaillance correspond à l'ouverture d'une procédure judiciaire du type :
 - redressement judiciaire
 - liquidation judiciairecorollaire :
non prise en compte des plans de sauvegarde.

Chronique de défaillance

- On appelle « chronique » les différents événements judiciaires relatifs à une difficulté d'entreprise
- Pour chaque chronique, on dénombre uniquement une défaillance
- On considère qu'un plan de continuation ou de cession caractérise la fin d'une chronique

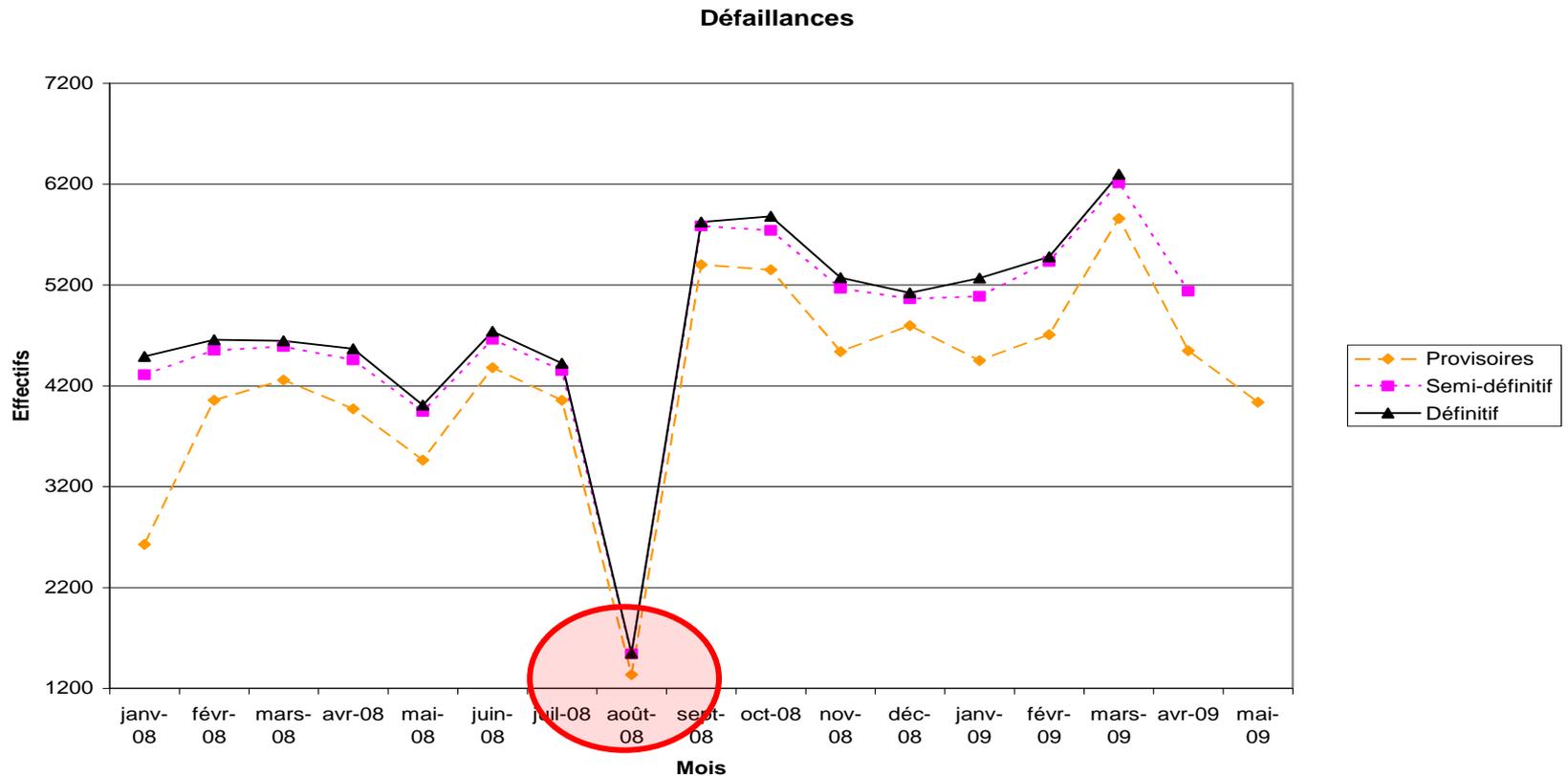
Entreprise	Événement judiciaire	Date
Fnuc	RJ	20/01/2002
Fnuc	LJ	08/02/2002

Entreprise	Événement judiciaire	Date
Alcatrel	RJ	20/01/2002
Alcatrel	PC	16/03/2002
Alcatrel	LJ	30/02/2006

Difficultés sur l'historisation des données

- La base des événements judiciaires est directement alimentée par les greffes des tribunaux de commerce et par les tribunaux de grande instance
- Il existe un droit à l'oubli sur les événements judiciaires, de plus les données peuvent être révisées: les données historiques sont donc figées

Actualisation des données : On considère que les données sont définitives après 2 mois



Les défaillances selon les autres organismes

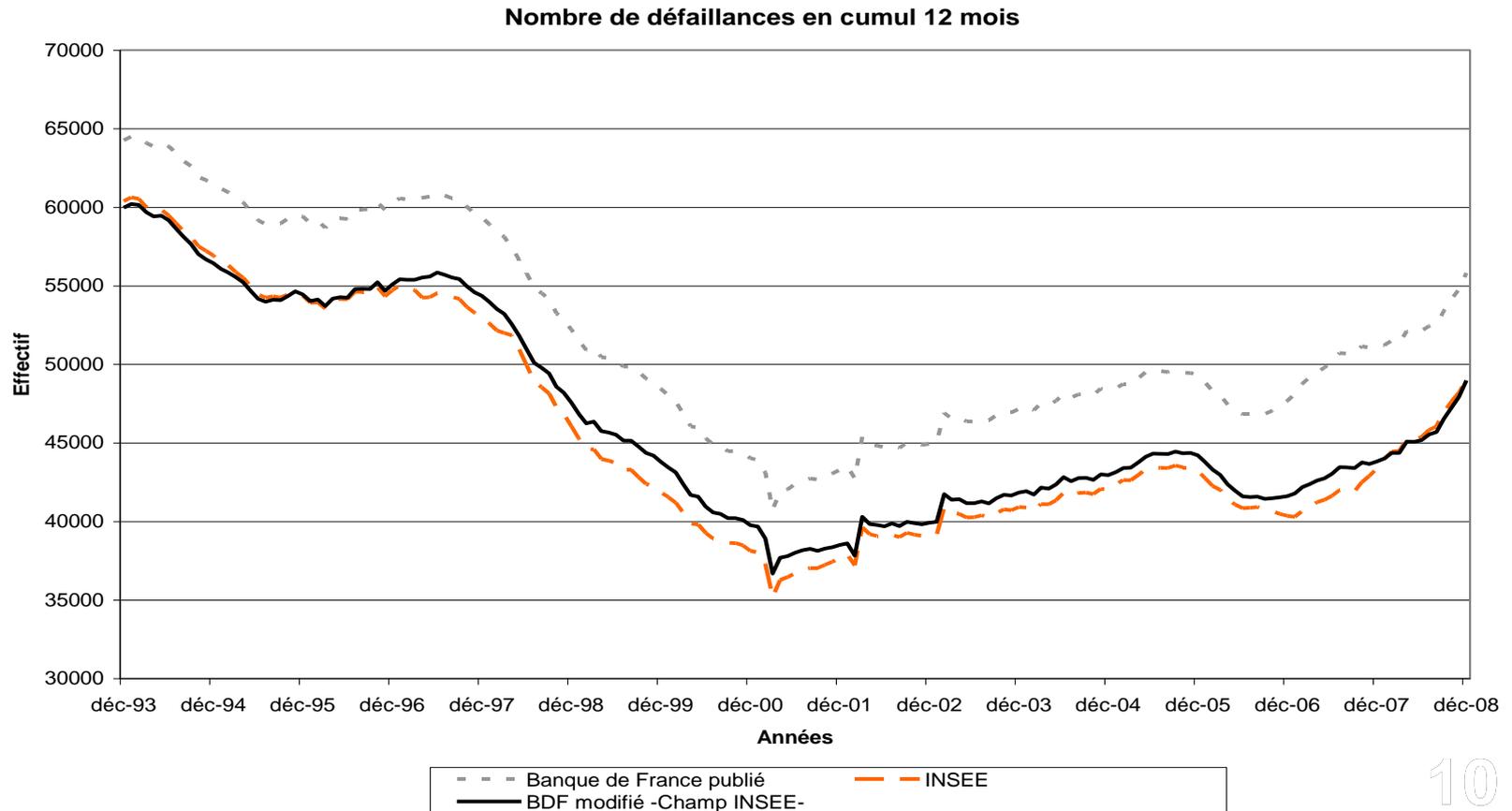
- D'autres organismes fournissent un dénombrement des défaillances:
 - La source utilisée est le BODACC
 - INSEE, Altares, Euler Hermes
- Des différences de comptabilisation
 - Source et champ différents
 - Prise en compte des sauvegardes
 - Définition des chroniques de défaillance

Exemple de différence avec l'INSEE (1)

- Le périmètre des secteurs couverts par l'INSEE est plus étroit que celui de la Banque de France :
 - L'agriculture
 - Les activités financières
 - Les administrations
- Par ailleurs, l'INSEE ne prend pas en compte certaines catégories juridiques de personnes physiques (professions libérales, agents commerciaux, ...)

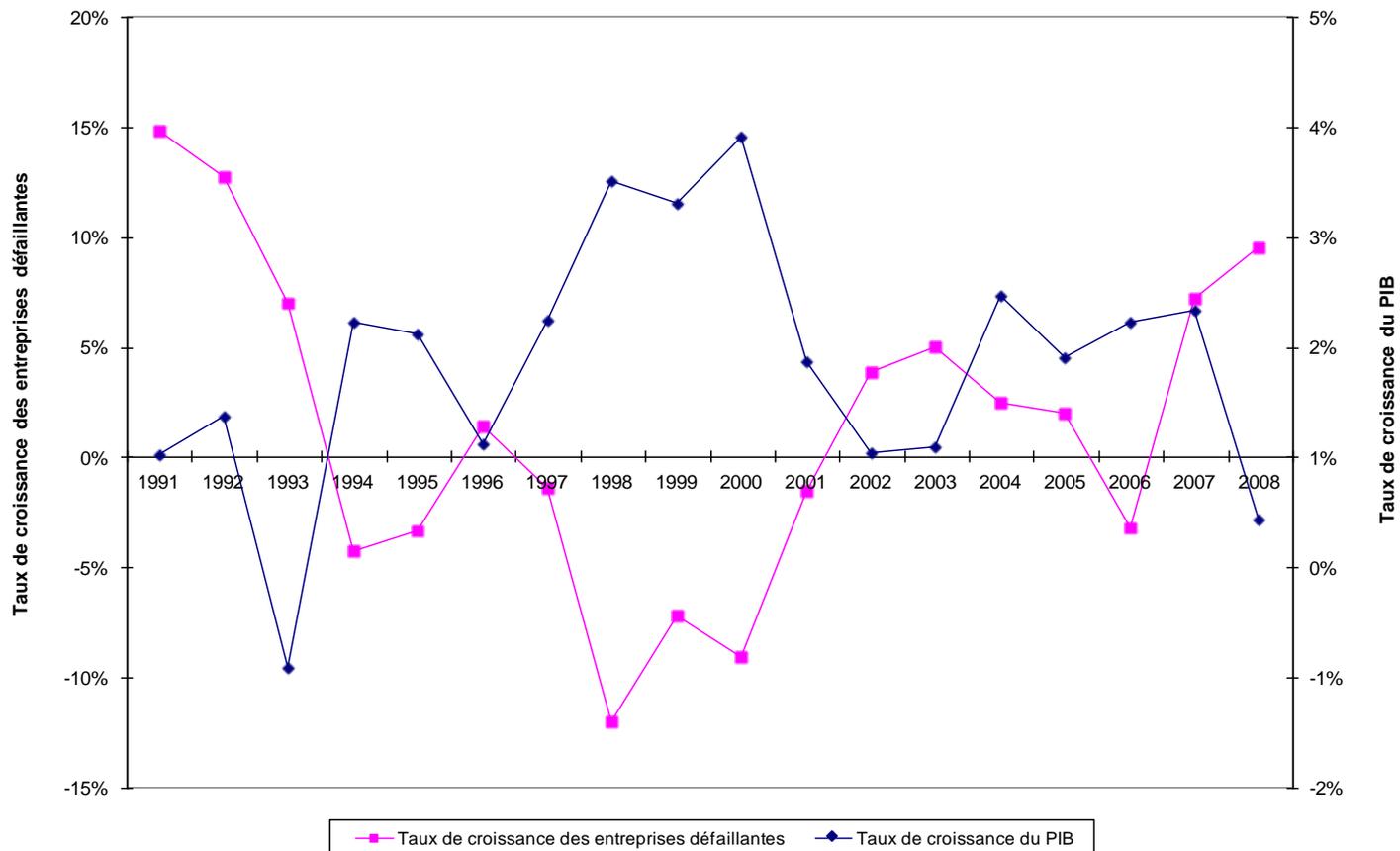
Exemple de différence avec l'INSEE (2)

Les chroniques ne sont pas considérées de la même manière: plan de cession ou de continuation, fin d'une chronique ?



Vers un taux de défaillance (1)

Un taux de défaillance est une grandeur économique plus « fiable » (même si le lien entre nombre de défaillance et PIB est fort)



Source: Observatoire des Entreprises – Banque de France

Vers un taux de défaillance (2)

- La DE calcule un taux de défaillance sur les populations scorées chaque année (pour donner une estimation de la probabilité de défaillance des entreprises scorées)
 - Pb: non remise du bilans des entreprises défaillantes
- Possibilité de calculer un taux de défaillance sur l'ensemble de la population française
 - L'INSEE donne des taux de défaillance par secteur et par années dans sa publication « informations rapides »
 - L'INSEE fournit des statistiques sur le stock d'entreprises par secteur en début d'année.

Quelques études de la DE

- Scores Banque de France
 - Études et articles de Mme Bardos
 - Scores Banque de France par secteur utilisant l'analyse discriminante linéaire
 - Score avec utilisation d'un modèle de durée
- Modélisation du taux de défaillance

2. Classification des défailtantes

- **Âge**

- **Date de constitution** quand disponible dans Fiben
proxy : **date d'introduction** dans la base Fiben
- recherche dans le fichier Sirene de l'INSEE

- **Taille**

- Combinaison de trois critères
effectifs, chiffre d'affaires et total de bilan
(source : Fiben / Coface)

proxy : montant des **encours de crédits mobilisés**
déclarés par les établissements de crédit à Fiben
(Centrale des risques)
- recherche sur **effectifs et chiffre d'affaires** dans Sirene.

Recherche de la date de création des défailtantes

*1 million d'unités légales distinctes début oct. 2009
(jugement entre janv. 1990 et août 2009)*

- **Fiben : 800 000 dates**

- 522 000 dates de constitution
- 280 000 dates d'introduction dans la base

- **Sirene : 30 000 dates**

- **Difficultés rencontrées**

- dates de création postérieures à la date de défaillance
- certaines dates fictives et quelques dates erronées
- aucune date pour 150 000 défailtantes

Catégories de taille

Micro = Micro-entreprise

PE = Petite entreprise

ME = Moyenne entreprise

PME = Petite ou moyenne entreprise = Micro + PE + ME

ETI = Entreprise de taille intermédiaire

GE = Grande entreprise

PME	Micro
	PE et ME
ETI	
GE	

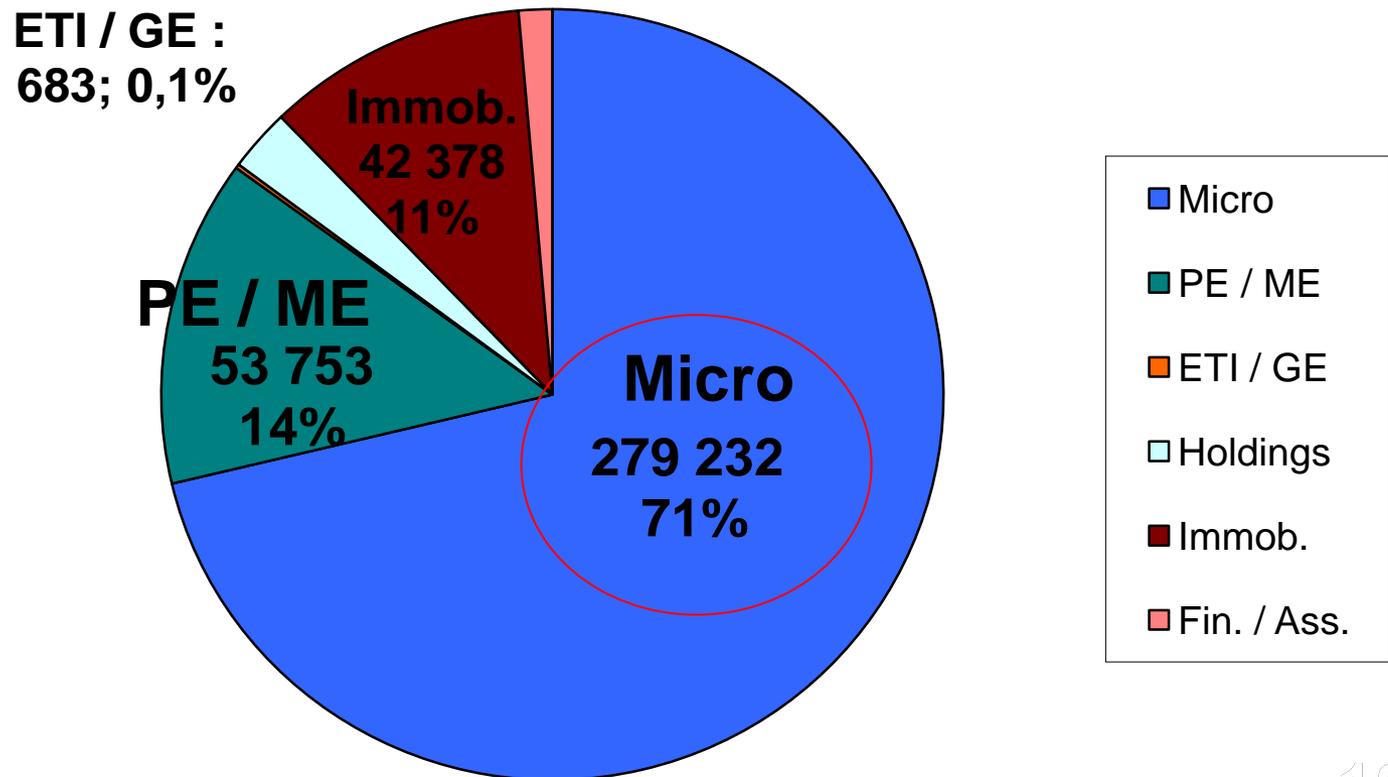
Recherche de la taille des défailtantes

1 million d'unités légales entre janv. 90 et août 09

- **Base Fiben** : 152 000 défailtantes
(base bilans + Centrale des risques)
- **Base Coface** : 28 000 défailtantes
- **Sirene** : 124 000 défailtantes
- Difficultés rencontrées :
dans Sirene, très peu d'information sur le C.A.
aucune information pour 600 000 entreprises
(\Rightarrow on suppose micro-entreprises)

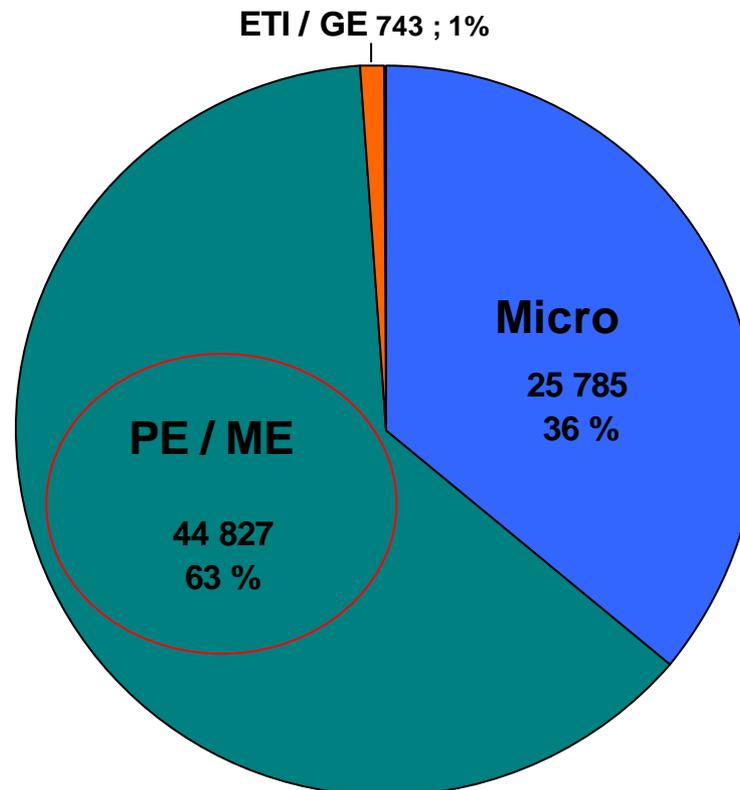
Taille des défailtantes sur 1990-2009

Champ Fiben + Sirene : 390 000 unités sur 1 million



Taille des défailtantes sur 1990-2009

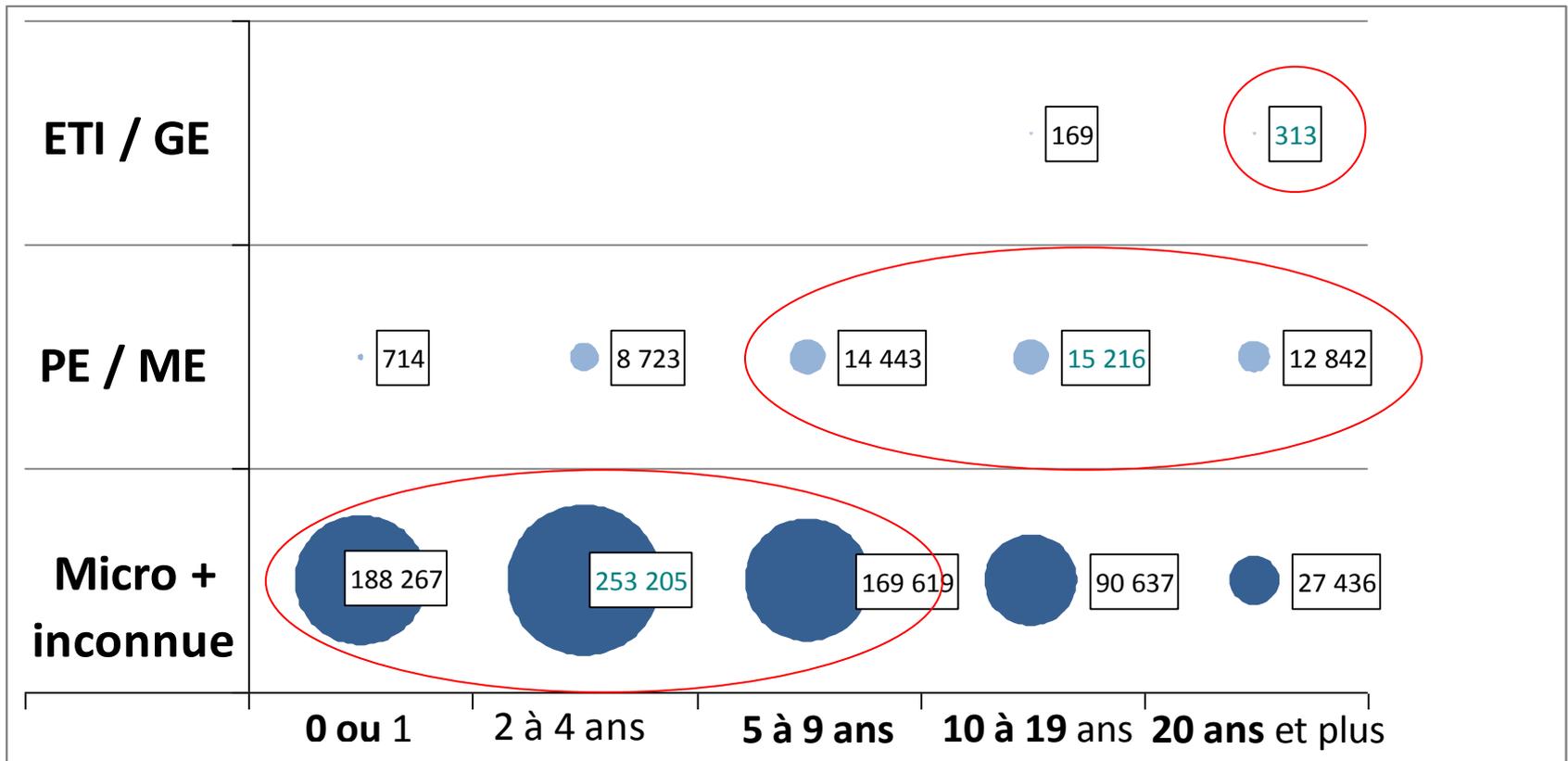
Défaillantes ayant un bilan dans Fiben : 70 000 unités



Source : Banque de France, Direction des entreprises, Fiben

Croisement de l'âge et de la taille

hors *holdings*, activités financières, d'assurance et immobilières (780 000 unités légales)



source : Banque de France, Direction des entreprises, Fiben / Coface / INSEE, Sirene

3. L'impact économique des défaillances: un éclairage complémentaire

- Mesurer le poids économique des entreprises défaillantes
- Utiliser les informations économiques et financières disponibles pour ces entreprises défaillantes
 - Les bilans comptables (base FIBEN)
 - Les encours de crédits déclarés par les établissements bancaires (base Centrale des risques - SCR)
- La hausse des défaillances depuis un an se traduit-elle par un impact économique important ?

L'impact économique des défaillances:

Le dénombrement des défaillances d'entreprises par taille

- Part prépondérante des PME
 - Au sein des PME, les micro-entreprises sont les plus nombreuses : plus de 85% de l'ensemble des entreprises défaillantes

	Cumul 12 derniers mois (données brutes) - Niveau en nombre et glissement annuel en %		
	Août 08	Août 09	Août 09 / Août 08
Ensemble	52 914	63 024	19,1 %
PME	49 189	58 410	18,7%
dont micro- et taille inconnue	46 475	54 213	16,6%
dont PE et ME	2 714	4 197	54,6%
ETI et GE	33	73	121,2%
Holdings et Adm. d'entreprises	753	858	13,9%
Activités financières et d'assurance hors "holdings"	251	352	40,2%
Activités immo. (LZ) + promotion immo.	1 790	2 922	63,2%
Non ventilées car doublons	898	409	NS

Source : Banque de France – Base Fiben. Données disponibles début novembre 2009 ; données sur septembre provisoires car encore incomplètes
 Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

La mesure de l'impact économique des défaillances

- **Les bilans comptables:** recensement des entreprises défaillantes pour lesquelles un bilan est disponible dans FIBEN
 - Seuil de collecte des bilans (0,75 M euros de CA) : moins de 10% des défaillances annuelles
 - **Mais les plus importantes sur le plan économique**
 - Possibilité de mesurer le poids économique des défaillantes par taille et par secteur en termes de grandeurs comptables : effectifs, valeur ajoutée, crédit fournisseurs, ...

La mesure de l'impact économique des défaillances

■ Les bilans comptables

- Les entreprises défaillantes remettent rarement leur bilan dans l'année qui précède leurs difficultés
- La mobilisation du dernier bilan disponible au cours des 3 derniers exercices permet partiellement de pallier cette difficulté : si les données de l'année (N-1) précédant l'année de défaillance manquent, les données (N-2) sont mobilisées et, à défaut, celles de l'année (N-3)
- De même, la population de référence est constituée sur la base du dernier bilan connu sur les trois dernières années

La mesure de l'impact économique des défaillances

■ Les bilans comptables

- Les données de ces entreprises sont alors rapportées à celles de l'ensemble de la population de référence pour une année donnée : **impact économique des défaillances sur une base annuelle**
- Attention, il s'agit d'une mesure imparfaite du poids économique des entreprises défaillantes :
 - La situation financière de l'entreprise au moment où la défaillance est prononcée peut être différente puisqu'on mobilise le dernier bilan disponible, antérieur à la défaillance

La mesure de l'impact économique des défaillances

Les crédits déclarés par les établissements bancaires

- **Les crédits déclarés par les établissements bancaires:** recensement des entreprises défaillantes dont les crédits sont déclarés mensuellement au SCR
 - Seuil de déclaration (25 000 euros d'encours de crédits par guichet déclarant) : en moyenne, 30 % des entreprises défaillantes ont des crédits bancaires déclarés
 - Ces déclarations portent sur les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés
 - Possibilité de mesurer le poids des défaillantes par taille et par secteur, en termes de crédits bancaires

La mesure de l'impact économique des défaillances

- **Les crédits déclarés par les établissements bancaires**
 - L'impact des défaillances est évalué sur une base annuelle glissante
 - Chaque mois, les encours de crédits des entreprises défaillantes faisant l'objet d'une déclaration sont répertoriés : suivi de l'évolution
 - Ces encours sont ensuite rapportés au montant global des crédits centralisés chaque mois
 - Le taux ainsi obtenu donne une estimation de l'impact économique des défaillances en termes de crédits bancaires pour un mois donné

La mesure de l'impact économique des défaillances

- **Les crédits déclarés par les établissements bancaires**
 - Les taux mensuels sont ensuite cumulés sur les 12 derniers mois: **estimation du poids économique des défaillances sur une base annuelle**
 - Il est mesuré au moment où est enregistré l'événement judiciaire, sans considération du devenir de l'entreprise dans les mois qui suivent (continuation, cession, liquidation, ...)

L'impact économique des défaillances : quelques résultats à partir des données de bilans

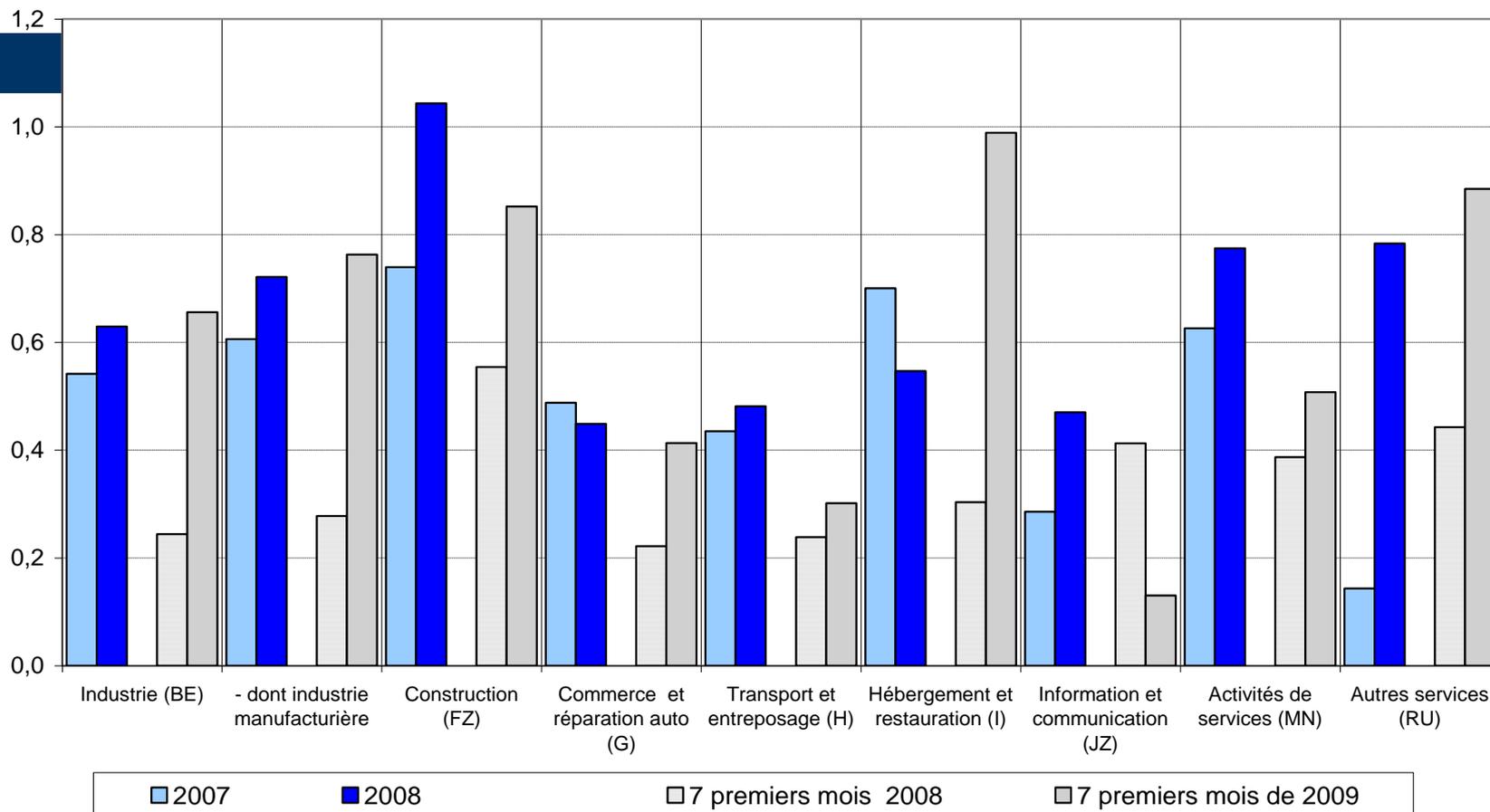
	7 mois 2009	Variation en glissement annuel
Nombre	3 038	65,0%
Effectifs	72 587	74,3%
Chiffre d'affaires - G euros	11,6	80,3%
Valeur ajoutée - G euros	3,1	90,3%
Endettement bancaire - G euros	1,7	111,8%
Crédits fournisseurs - G euros	2,3	84,3%

Source : Banque de France – Base Fiben. Données disponibles début octobre 2009

Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

Poids des entreprises défailtantes par secteur: entreprises avec bilan dans FIBEN – Crédits fournisseurs

en %



Source :Banque de France – Base Fiben. Données disponibles début octobre 2009
Calculs :Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

L'impact économique des défaillances : quelques résultats à partir des crédits déclarés

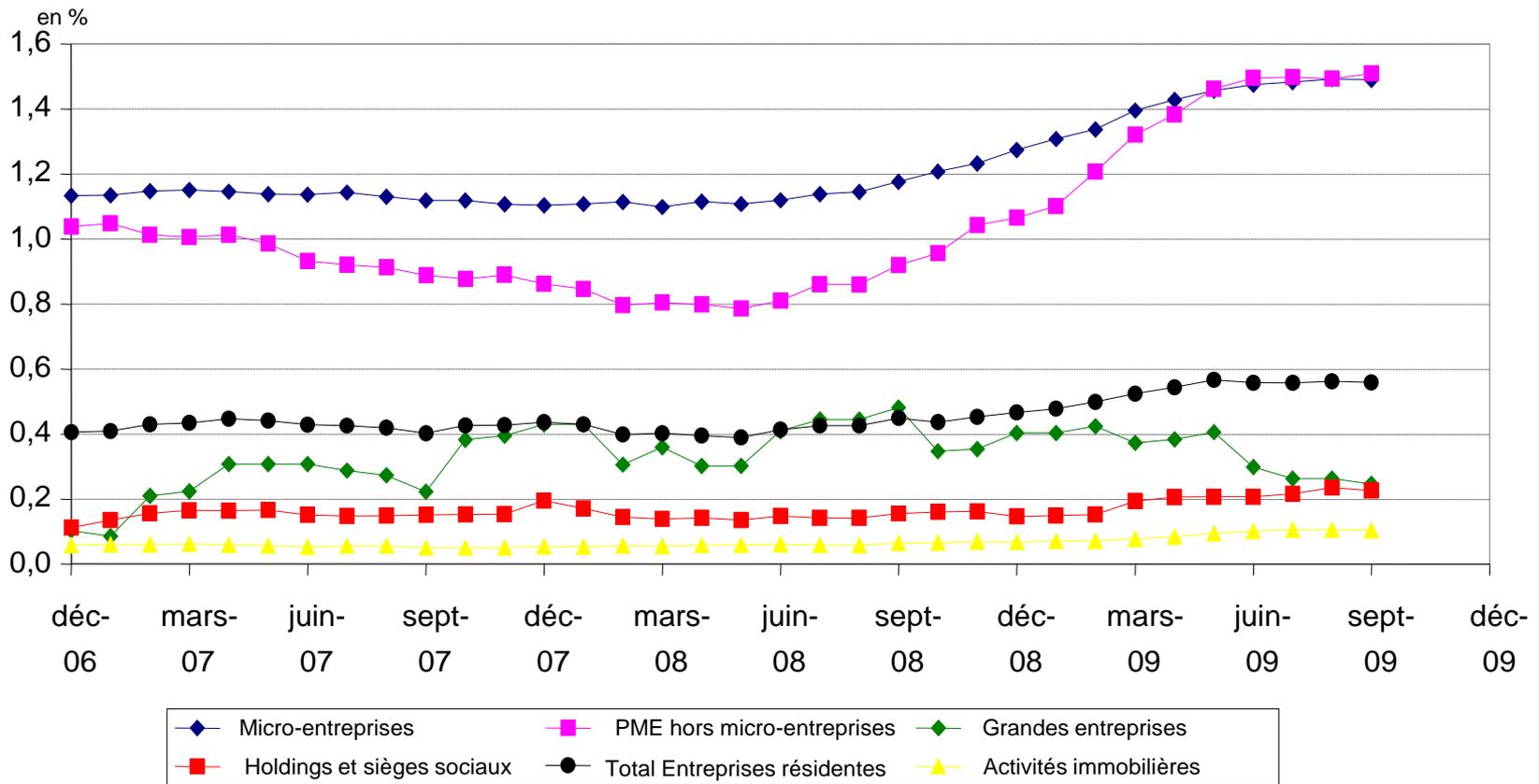
Août 2009 : données cumulées sur les 12 derniers mois				
	Nombre	Variation sur un an	Encours de crédits - G euros	Variation sur un an
Micro-entreprises	17 242	33,2%	2,0	37,6%
PME hors micro-entreprises	956	96,7%	1,5	77,4%
Grandes entreprises	14	40,0%	0,3	-37,9%
Holdings et sièges sociaux	438	51,6%	0,4	87,3%
Autres	1 362	73,3%	0,3	100,6%
TOTAL	20 012	37,8%	4,5	42,0%
Absent des déclarations de crédits	43 012	12,0%	ND	ND

Source : Banque de France – Base Fiben et SCR. Données disponibles début novembre 2009

Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises

Poids des entreprises défailtantes dans les crédits déclarés par type d'entreprises

(cumul 12 derniers mois)



Source : Banque de France – Base Fiben et SCR. Données disponibles début novembre 2009
 Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises (données septembre 2009 provisoires).

L'impact économique des défaillances:

Conclusion

- En forte hausse depuis l'été 2008, les défaillances affectent des entreprises de plus en plus grandes
- Le poids économique des défaillances augmente tout en étant contenu : jamais au-delà de 2% pour les entreprises avec bilan comptable
- En termes d'encours de crédit, l'impact des défaillances est surtout marqué pour les PME et dans certains secteurs d'activité : industrie manufacturière et hébergement restauration
- Des signes de stabilisation depuis l'été 2009 ?



MERCI
POUR VOTRE ATTENTION